

PROCES - VERBAL

de la séance du 8 mars 1995.

Membres	Membres en exercice	membres présents	dont titulaires	dont supplants
117	116	59	48	11

Etaient présents :

Membres du Bureau :

M. Jean-Pierre HEITZ	ILLANGE	Président
M. le Dr. Gilles EDELSON	THIONVILLE	1er Vice-président
M. François ALBANE	GUENANGE	2e Assesseur
M. Larbi HAMIDI	MOYEUUVRE-GRANDE	3e Assesseur
M. Charles KREBS	HAYANGE	5e Assesseur
M. Pierre DEBIEZ	YUTZ	6e Assesseur
M. René LAGRUE	MANOM	8e Assesseur

Délégués titulaires :

M. Jean-Marie KOLTES	ANGEVILLERS	M. Michel KICHENBRAND	MANDEREN
M. Bruno DALFOVO	AUMETZ	M. René BREIT	MERSCHWEILLER
M. André WEILER	AUMETZ	M. Claude RIGAUD	METZERESCHE
M. Jean-Yves LENTZ	BETTELAINVILLE	M. Gilbert PETER	NEUFCHÉF
M. Gérard IGNACZAK	BOULANGE	M. Mario MORENA	NILVANGE
M. Armand CHARON	BOUSSE	M. Pierre BAREL	OTTANGE
M. Ferdinand FICK	BUDING	M. Albert KINTZINGER	LOUDRENNÉ
M. Jean-Gérard GUIRKINGER	BUDLING	M. Alain FILET	RETEL
M. Etienne SIMON	CONTZ-LES-BAINS	M. Serge JURCZAK	SEREMANGE-ERZANGE
M. Yves ASCHBACHER	DISTROFF	M. Robert CEGLA	SEREMANGE-ERZANGE
M. Jean-Claude SCHARFF	ELZANGE	M. Jean DIEBOLD	TERVILLE
M. Jean-Marie SCHNEIDER	FONTOY	M. Dominique MELI	THIONVILLE
M. Jean-Marie AUBRON	GUENANGE	M. Gérard KIFFER	THIONVILLE
M. José CASTANOS	GUENANGE	M. Jean FRANCHINI	THIONVILLE
M. Raymond GATTI	HAYANGE	M. Henri de BEAUMONT	THIONVILLE
M. Michel BLANCHET	HOMBOURG-BUDANGE	Mme Cécile JUPIN	THIONVILLE
M. Sylvain OBIS	ILLANGE	M. Roland LANE	TRESSANGE
M. Adrien BERGER	KIRSCH-LES-SIERCK	M. Yves LAMBERT	VITRY-SUR-ORNE
Mme Marie BRUNNER	KUNTZIG	M. Marcel FISNE	WALDWEISTROFF
M. Jean URBANSKI	LOMMERANGE	M. Charles SIMON	YUTZ
M. Raymond HANS	LUTTANGE		

Délégués suppléants :

M. Michel FARAUT	FAMECK	M. René RIFF	NILVANGE
M. Angelo LOVERME	FAMECK	M. René WAGNER	RITZING
M. Daniel CHRISTNACKER	HAUTE-KONTZ	M. Jean-Claude MULLER	TERVILLE
M. Paul BREIT	MERSCHWEILLER	M. Jean-Paul WEBER	TRESSANGE
M. Benoît GRUN	METZERESCHE	M. Jean SAINT-DIDIER	YUTZ
M. Marcel MANSION	MONNEREN		

Sont excusés :

M. BOGUET de Fontoy, M. RIPPLINGER de Halstroff, M. SCHADEL de Bertrange et M SZKLARCZYK de Florange.

Assistaient en outre :

M Philippe ROUSTAN et Mme Bernadette VIEUSANGE.

Les délégués présents ont signé au registre des délibérations.

Les délibérations concernant les points examinés lors de cette séance ont été publiées le 16 mars 1995, les autres conditions éventuellement nécessaires au caractère exécutoire de ces actes étant conformes aux dispositions législatives en vigueur (Loi Municipale Locale du 6 juin 1895 et Lois des 2 mars et 22 juillet 1982).

M. le Président ouvre la séance à 18 H 15 en saluant les membres présents et en confirmant que le quorum est atteint.

Il invite les membres à faire état de leurs observations concernant le procès verbal de la dernière réunion du Comité. Aucune observation n'ayant été évoquée, le document est adopté à l'unanimité.

M. le Président passe ensuite à l'examen de l'ordre du jour.

1) Débat d'orientation budgétaire 1995.

M. le Président rappelle qu'en application des articles 11 et 15 de la Loi "Administration Territoriale de la République" du 06/02/1992, les communes et établissements publics de coopération intercommunale doivent procéder dans les deux mois précédant le vote de leur budget primitif à un Débat d'Orientation Budgétaire.

Pour notre Syndicat, dont le rôle principal consiste à contrôler le concessionnaire et à redistribuer aux communes associées les redevances d'investissement versées par E.D.F., le D.O.B. se limite à l'expression de grands principes de fonctionnement, tels que :

- l'absence de contribution demandée aux communes : le fonctionnement du Syndicat est intégralement couvert par la redevance R1 versée par le concessionnaire.
- la volonté d'affecter en section d'investissement les crédits non utilisés de la section de fonctionnement.
- la définition de règles objectives pour la redistribution des crédits d'investissement .
- le traitement rapide des dossiers de subvention déposés par les communes de manière à ne pas les pénaliser financièrement.

Le Comité syndical, après débat, décide de retenir ces grandes orientations, dont les répercussions se traduiront au travers du Budget Primitif 1995.

2) Compte Administratif 1994 et compte de gestion.

M. le Président indique que l'exercice 1994, qui n'a en fait concerné que le mois de décembre, se solde par un excédent de 10.537 F., provenant essentiellement de la non réalisation d'un certain nombre de lignes de crédits, telles que "autres fournitures" (procurées par la ville de Thionville et remboursées sur le compte 641), "assurance" (payée sur l'exercice 1995) ou "frais de mission".

Les dépenses de fonctionnement s'élèvent à 15.345,58 F et les recettes réalisées à 25.882,58 F.

M. le Président quitte la séance et confie la direction du débat au doyen d'âge.

Le Comité Syndical, appelé à se prononcer sur ce compte administratif, ainsi que sur le compte de gestion du Receveur Municipal, dont le montant des titres à recouvrer et des mandats est conforme aux écritures de la comptabilité administrative, décide à l'unanimité d'adopter le compte administratif 1994 ainsi que le compte de gestion du receveur municipal, qui constatent tous deux un réalisé de 15.345,58 F pour les dépenses de fonctionnement et de 25.882,58 F pour les recettes.

M. le Président reprend sa place.

3) Budget Primitif 1995.

M. le Président rappelle que le budget primitif 1995 est le premier budget voté par le syndicat pour un exercice entier, il témoigne donc d'un certain nombre d'incertitudes, notamment quant aux coûts de fonctionnement de la structure. Malgré ces inconnues, il est proposé de dégager une masse de crédits (110.000 F.) de la section de fonctionnement pour l'affecter à la section d'investissement, où elle financera l'acquisition de matériel informatique et le versement d'une aide supplémentaire aux communes qui enfouissent leurs réseaux.

La section d'investissement s'équilibre à 560.539 F, financés essentiellement par la redevance R2 versée par EDF (le montant indiqué n'est qu'une estimation fort aléatoire qui dépendra des travaux réalisés par les communes durant les exercices 1992-1993. Cette redevance étant intégralement reversée aux communes, l'imprécision de son montant ne présente pas de danger pour l'équilibre du budget.)

La section de fonctionnement s'équilibre à hauteur de 320.537 F. La principale recette correspond à la redevance R1 versée par EDF (310.000 F.). Les dépenses intègrent un prélèvement destiné à financer l'investissement, d'un montant de 110.000 F.

M. GATTI fait observer que la participation de l'Etat au travers de la D.G.E. ne s'élève qu'à 539 F dans un budget de plus de 880.000 F et s'étonne de voir inscrits 9.000 F sous l'intitulé "Fêtes et cérémonies".

M. le Président lui répond qu'il s'agit de l'intitulé d'une imputation comptable et que ce crédit est destiné à financer une collation à l'issue de chaque Comité.

M. GATTI demande pourquoi la redevance R2 est prévue budgétairement alors qu'il a été indiqué par ailleurs qu'elle serait déduite directement de la facture d'E.D.F., sous la forme d'un avoir ?

M. le Président rappelle qu'il ne faut pas confondre la redevance R2 versée par le concessionnaire aux communes via le Syndicat, et la redevance pour l'amélioration esthétique des réseaux, communément appelée "40 %", qui, elle, n'apparaîtra pas au budget syndical mais sera déduite directement de la facture d'E.D.F.

M. JURCZAK relève que les crédits prévus au titre des frais de personnel et des indemnités d'élus sont plus importants que ce qui ressort de la décision du Comité du 1er décembre 1994.

M. le Président explique qu'il s'agit d'une prévision et que par conséquent les montants indiqués intègrent l'indexation des indemnités. S'agissant des indemnités des fonctionnaires, le mode de calcul est le même, s'y ajoutent simplement les fonds nécessaires pour le financement éventuel d'un troisième poste au cas où l'importance du travail l'exigerait.

M. LENTZ s'interroge sur l'opportunité d'acquérir du matériel informatique.

M. le Président lui indique que les agents du Syndicat utilisent à l'heure actuelle le matériel informatique de la Ville de Thionville. Celle-ci apporte déjà, par ailleurs, une aide en nature importante, il convient donc de ne pas exagérer en la matière et de doter les agents du Syndicat d'un matériel bureautique propre.

Après délibération,

Le Comité, à l'unanimité, adopte le budget primitif tel que présenté, qui s'équilibre à hauteur de 560.539 F pour la section d'investissement et de 320.537 F pour la section de fonctionnement.

4) Règlement d'attribution de la redevance pour intégration des ouvrages dans l'environnement

M. le Président présente le projet de règlement qui a obtenu l'agrément du Bureau syndical. Celui-ci repose sur les principes suivants :

1) La détermination de deux catégories de communes sur la base d'un critère simple: la population municipale (moins de 7500 habitants et plus de 7500 habitants, critères retenus par le Département pour la DGDE).

2) La création de deux enveloppes en fonction de critères objectifs : la population et la longueur de réseau. (Exemple : les communes de - 7500 ht représentent 47,3 % de la population et 59,0 % de la longueur du réseau, la moyenne de ces deux coefficients représente 53,2 %.)

La subvention de 1.100.000 F est donc répartie entre les communes rurales, à hauteur de 53,2 % (soit 585.114 F), et les communes urbaines, à hauteur de 46,8 % (soit 514.886 F).

3) La détermination dans chaque enveloppe d'un taux de concours, par rapprochement de la masse des travaux projetés et des crédits disponibles dans chaque enveloppe. Ces deux taux de subvention seront plafonnés à 40 %. Si une des enveloppes ne peut être entièrement consommée, le reliquat sera transféré sur l'autre enveloppe de manière à utiliser chaque année les crédits prévus par EDF.

La mise en œuvre de cette solution pourrait être la suivante :

Les communes sont consultées en fin d'année pour connaître leurs projets pour l'année à venir. En fonction des réponses, les deux taux de concours sont calculés et communiqués aux communes concernées. Celles-ci confirment leurs projets si le taux de subvention leur convient et s'engagent à réaliser les travaux dans l'année (à défaut, elles peuvent décider de reporter leurs projets dans l'attente d'un taux de participation plus important). Le taux de concours définitif est alors calculé en fonction des retraits et de l'éventuel transfert du reliquat d'une enveloppe sur l'autre.

La subvention ne sera pas versée par le Syndicat aux communes, mais sera directement déduite de la facture par E.D.F., ce qui évitera aux collectivités de faire l'avance des fonds.

MM. GATTI et JURCZAK évoquent la difficulté que rencontreront les communes pour réaliser dans la même année des travaux qui bien souvent sont mixtes et font intervenir d'autres entreprises qu'E.D.F. : téléphone, câblage, assainissement, etc.

M. le Président répond que le Bureau a été conscient de ce problème mais qu'il a fallu également tenir compte des contraintes du concessionnaire qui souhaite voir utiliser rapidement les crédits qu'il attribue chaque année. La solution préconisée présente l'avantage de satisfaire rapidement toutes les communes qui déposent un dossier, sans avoir de choix à opérer. L'utilisation des crédits est ainsi accélérée et les communes conservent la possibilité de reporter leurs projets si le taux de concours provisoire leur paraît insuffisant. Il est vrai cependant qu'il faudra convaincre les communes de ne déposer que des dossiers techniquement prêts, qui sont effectivement réalisables dans l'année, sous peine de pénaliser les autres communes.

M. AUBRON indique qu'il trouve le système proposé simple et ne prêtant pas à contestation. La date limite prévue pour la fin des travaux (31 décembre de l'année) lui paraît une bonne chose qui devrait inciter les communes à ne prévoir budgétairement que des projets réalisables à court terme.

M. DEBIEZ relève que la participation d'E.D.F. étant déduite de la facture, le montant de la dépense sera moins élevé et que, par conséquent, l'assiette de certaines contributions (D.G.E., D.G.D.E., etc) sera réduite d'autant.

Après délibération,

Le Comité, à l'unanimité, adopte le règlement intérieur tel que proposé, à l'exception de la date limite de fin des travaux (article 10) qu'il est décidé de prolonger de trois mois, jusqu'au 31 mars de l'année suivante, pour qu'exceptionnellement, les communes qui n'auraient pas terminé leurs travaux au 31 décembre puissent le faire.

5) Divers.

5a) Choix d'un sigle pour le Syndicat.

M. le Président propose le sigle de "S.I.S.C.O.D.I.P.E. - Trois Frontières" pour désigner le Syndicat. Cette proposition est acceptée à l'unanimité.

5b) Adhésion au Syndicat de la commune de Kédange-sur-Canner.

M. le Président signale que la commune de Kédange-sur-Canner a manifesté son intention d'adhérer au Syndicat, par délibération en date du 28 octobre 1994. Cette adhésion est soumise au Comité pour approbation, en application de l'article L. 163-15 du code des communes. La décision du Comité sera notifiée à l'ensemble des communes syndiquées qui devront consulter leurs conseils municipaux.

Après délibération,

Le Comité, à l'unanimité, accepte l'adhésion de la commune de Kédange-sur-Canner.

M. le Président ayant épuisé l'ordre du jour, lève la séance à 19 H 45.

**Syndicat intercommunal de suivi
de la concession de distribution publique
d'électricité du Pays des Trois Frontières**

PROCES - VERBAL

de la séance du 29 mai 1995.

Membres	Membres en exercice	membres prsents	dont titulaires	dont supplants
117	117	53	45	8

Etaient présents :

M. Jean-Pierre HEITZ	Président
M. le Dr. Gilles EDELSON	1er Vice-président
M. Vito LARICCHIUTA	2e Vice-président
M. Jean-Marie BLANCHET	4e Assesseur
M. Pierre DEBIEZ	6e Assesseur

Membres du Bureau :

Délégués titulaires :

ANGEVILLERS	M. Jean-Marie KOLTES
APACH	M. Gérard ROLLINGER
BETTELAINVILLE	M. Jean-Yves LENTZ
BOUSSE	M. Armand CHARON
BUDING	M. Ferdinand FICK
BUDLING	M. Jean-Gérard GUIRKINGER
DISTROFF	M. Yves ASCHBACHER
ELZANGE	M. Jean-Claude SCHARFF
FLORANGE	M. Alphonse ROBERT
FONTOY	M. Henri BOGUET
FONTOY	M. Jean-Marie SCHNEIDER
GRINDORFF	M. Pierre LAUMESFELD
GUENANGE	M. Jean-Marie AUBRON
GUENANGE	M. José CASTANOS
HAVANGE	M. Jean-Marie SIGRAND
HOMBOURG-BUDANGE	M. Michel BLANCHET
HUNTING	M. Raymond GEORGE
ILLANGE	M. Sylvain OBIS
KUNTZIG	Mme Marie BRUNNER
LUTTANGE	M. Raymond HANS

MERSCHWEILLER	M. René BREIT
OTTANGE	M. Pierre BAREL
LOUDRENN	M. Albert KINTZINGER
RETTTEL	M. Alain FILET
RITZING	M. Edmond KIFFER
ROSSELANE	M. René CARLETTI
TERVILLE	M. Armand MULLER
TERVILLE	M. Bernard LEMOYNE
TERVILLE	M. Jean DIEBOLD
THIONVILLE	M. Jean FRANCHINI
THIONVILLE	M. Henri de BEAUMONT
THIONVILLE	M. Emile GIOVACCHINI
THIONVILLE	Mme Cécile JUPIN
TRESSANGE	M. Roland LANE
TRESSANGE	M. Denis SCHILTZ
VALMESTROFF	M. Paul THILL
VITRY-SUR-ORNE	M. Yves LAMBERT
WALDWEISTROFF	M. Marcel FISNE
WALDWISSE	M. Martin KREMER
YUTZ	M. Charles SIMON

Délégués suppléants :

GUENANGE	M. Claude BASSE
KIRSCHNAUMEN	M. Jean SCHERRER
KOENIGSMACKER	M. René SPET
MANOM	M. Raymond TILLEROT

MONNEREN	M. Marcel MANSION
RITZING	M. René WAGNER
THIONVILLE	Mme Alice FREYMANN
YUTZ	M. Jean SAINT-DIDIER

Sont excusés :

MM. HAMIDI de Moyeuve et KREBS de Hayange
MM. les représentants des communes de Nilvange, de Neufchef.

Assistaient en outre :

M Philippe ROUSTAN et Mme Bernadette VIEUSANGE.

M. le Président ouvre la séance à 20 H 30 en saluant les membres présents. Il confirme que le quorum n'est pas atteint et que, par conséquent, la réunion ne pourra pas avoir lieu.

Il regrette de ne pouvoir procéder à l'examen des points inscrits à l'ordre du jour et renvoi à une séance ultérieure, en remerciant les délégués qui ont fait l'effort de se déplacer dans cette période difficile.

Le Président : Jean Pierre HEITZ

**Syndicat intercommunal de suivi
de la concession de distribution publique
d'électricité du Pays des Trois Frontières**

PROCES - VERBAL

de la séance du 7 juin 1995.

Membres	Membres en exercice	membres présents	dont titulaires	dont supplants
117	117	24	21	3

Etaient présents : Membres du Bureau :

M. Jean-Pierre HEITZ	ILLANGE	Président
M. le Dr. Gilles EDELSON	THIONVILLE	1er Vice-président
M. Pierre DEBIEZ	YUTZ	6e Assesseur

Délégués titulaires :

BUDING	M. Ferdinand FICK	KOENIGSMACKER	M. Robert WEBER
DISTROFF	M. Yves ASCHBACHER	LOUDRENE	M. Albert KINTZINGER
ELZANGE	M. Jean-Claude SCHARFF	RETEL	M. Alain FILET
FLORANGE	M. Alphonse ROBERT	ROSSELANE	M. Georges OBERLE
FONTOY	M. Henri BOGUET	THIONVILLE	M. Jean FRANCHINI
HAVANGE	M. Jean-Marie SIGRAND	THIONVILLE	M. Henri de
BEAUMONT			
HOMBOURG-BUDANGE	M. Michel BLANCHET	TRESSANGE	M. Roland LANE
ILLANGE	M. Sylvain OBIS	VECKRING	M. Henri CRIDLIG
KIRSCHNAUMEN	M. Jeannot GROSSE	VITRY-SUR-ORNE	M. Yves LAMBERT

Délégués suppléants :

CONTZ-LES-BAINS	M. Joseph HAMMES
KEMPLICH	Mme Marianne DUDOT
NILVANGE	M. René RIFF

Sont excusés :

MM. ALBANE de Guénange, KOLTES de Angevillers, RIGAUD de Metzeresche, RIPPLINGER de Halstroff et SCHILTZ de Tressange.

Assistaient en outre :

M Philippe ROUSTAN et Mme Bernadette VIEUSANGE.

Les délégués présents ont signé au registre des délibérations.

Les délibérations concernant les points examinés lors de cette séance ont été publiées le 14 juin 1995, les autres conditions éventuellement nécessaires au caractère exécutoire de ces actes étant conformes aux dispositions législatives en vigueur (Loi Municipale Locale du 6 juin 1895 et Lois des 2 mars et 22 juillet (1982).

M. le Président ouvre la séance à 19 H 15 en saluant les membres présents.

Il rappelle que la présente séance aurait dû avoir lieu le 29 mai 1995, mais qu'elle n'a pu se tenir à cette date par absence de quorum.

Aucune contrainte de ce type n'existant aujourd'hui, il invite les membres à faire état de leurs observations concernant le procès verbal de la dernière réunion du Comité (8 mars 1995). Aucune observation n'ayant été évoquée, le document est adopté à l'unanimité.

M. le Président passe ensuite à l'examen de l'ordre du jour.

1) Information sur les redevances versées par le concessionnaire.

M. le Président fait le point sur les subventions dues par le concessionnaire en application de la convention de concession. Il précise que le détail de la répartition a été diffusé aux membres présents, à leur entrée dans la salle.

S'agissant de la redevance R1 finançant le fonctionnement du Syndicat, le montant versé par E.D.F. début avril s'élève à 319.438 F (prévu au B.P. : 310.000 F).

La redevance R2 a fait l'objet d'une consultation des communes pour connaître le montant des travaux réalisés en 1992 et 1993. Il apparaît que les communes ont effectué plus de travaux que prévu et que, par conséquent, le montant de la redevance s'élève à près de 1.200.000 F au lieu de 450.000 F prévus au B.P.. Dès l'adoption de la Décision modificative n°1, la somme pourra être versée aux communes.

Une nouvelle consultation sera lancée courant juin, pour connaître les travaux réalisés en 1994, qui feront l'objet de la subvention R2 versée en 1996.

La participation aux travaux d'enfouissement de réseaux est en cours d'évaluation : Les communes sont informées du taux de concours provisoire qui résulte de la prise en compte de tous les projets actuellement en notre possession. Le taux de concours provisoire s'élève à :

- 13,3% pour les communes de moins de 7500 habitants
- 18,8% pour les communes de plus de 7500 habitants

M. le Président rappelle que conformément au règlement d'attribution adopté par le syndicat, ce taux provisoire va être notifié aux communes, de manière qu'elles puissent indiquer rapidement si elles confirment leur intention de réaliser les travaux. A l'issue de cette consultation, un taux de concours définitif sera calculé pour chaque catégorie de communes, en fonction des retraits ou reports qui seront intervenus. C'est ce taux définitif qui sera utilisé pour le calcul de l'avoir sur facture accordé par E.D.F.

Il s'en suit un débat duquel il ressort que ce système reposant sur la variation du taux de subvention risque de conduire à des taux bien plus faibles que les 40 % escomptés.

M. le Président rappelle que ce système n'est envisageable que si les communes sollicitent le syndicat pour des travaux dont la réalisation est certaine. A défaut, l'inscription de projets non budgétisés ou non prêts techniquement va pénaliser les autres communes, en réduisant leurs taux de concours. Il convient donc d'être particulièrement attentif et de privilégier la concertation des communes et la planification des chantiers.

M. le Président propose que la consultation des communes intervienne le plus rapidement possible et que la date du 20 juin 1995 soit fixée comme dernier délai pour leur réponse. Passée cette date, il sera considéré que la commune qui n'a pas répondu a décidé de reporter son ou ses projets 1995. Ces derniers seront donc supprimés de la liste. Le délai accordé est relativement court, car il faut rapidement indiquer le taux de concours définitif, qui fera office d'accord de subvention.

Le Comité syndical se prononce favorablement sur la procédure de consultation proposée par le Président, à savoir : les communes devront confirmer le maintien de leur(s) projet(s) sur l'exercice 1995 avant le 20 juin 1995, à défaut de réponse dans ce délai, il sera considéré qu'un accord tacite est donné pour le report du ou des projets concernés sur l'exercice 1996. Le taux de concours définitif sera notifié aux communes au plus tard début juillet 1995.

2) Décision modificative n°1 de l'exercice 1995.

M. le Président rappelle que le budget primitif 1995 avait évalué à 450.000 F le montant de la subvention R2 versée par le concessionnaire au titre des exercices 1992 (1/12e) et 1993. Après inventaire des travaux réalisés par les communes, il

s'avère que la redevance R2 s'élève à un montant nettement supérieur aux prévisions : près de 1.200.000 F. Il convient donc de modifier les prévisions budgétaires en majorant les lignes suivantes :

- | | | | |
|---------|--|--------------|------------------------|
| • 130-1 | Subventions d'équipement à verser (R2) | | + 750.000,00 (dépense) |
| • 140-6 | Redevance R2 | + 750.000,00 | (recette) |

Le Comité Syndical voudra bien se prononcer sur cette première décision modificative de l'exercice 1995.

Après délibération,

Le Comité syndical , à l'unanimité décide d'adopter la décision modificative n°1 de l'exercice 1995 qui a pour objet de majorer de 750.000 F les crédits ouverts au budget, au titre de la redevance R2 versée par le concessionnaire, et au titre des subventions d'investissement que le syndicat distribue aux communes.

3) Divers.

3a) Adhésion de la commune de Kédange-sur-Canner.

M. le Président informe le Comité sur la procédure en cours pour l'adhésion de la commune de Kédange-sur-Canner. Il indique qu'environ la moitié des communes ont fait parvenir leurs délibérations, toutes favorables. Il invite les communes qui n'ont pas encore fait le nécessaire à transmettre rapidement leurs délibérations.

M. le Président ayant épuisé l'ordre du jour, lève la séance à 20 H 00.

OBSERVATIONS ET RECLAMATIONS

Et ont signé les membres présents :

Le Président :

Le Secrétaire :

Les Membres du bureau,

Les Membres du Comité syndical,

PROCES - VERBAL

de l'élection du Président et des Membres du Bureau du Syndicat Intercommunal de suivi de la concession de distribution publique d'électricité du Pays des Trois Frontières.

Membres	Membres en exercice	membres présents	dont titulaires	dont suppléants
118	118	90	81	9

Etaient présents: Délégués titulaires :

ALGRANGE	M. Frédéric NOAL	MERSCHWEILLER	M. René BREIT
ALGRANGE	M. Patrick PERON	METZERESCHE	M. Claude RIGAUD
ALGRANGE	M. Théodore WAGNER	MONNEREN	M. Marcel MANSION
APACH	M. Robert BOUZENDORFFER	MONTENACH	M. Roger DEWEZ
AUMETZ	M. Bruno DALFOVO	MOYEUUVRE-GRANDE	M. Daniel MARCHAL
AUMETZ	M. Daniel TORNABONI	MOYEUUVRE-GRANDE	M. Gérard ADAM
BERTRANGE	M. Joseph MICK	NEUFCHÉF	M. Christian DUPIRE
BOULANGE	M. Gérard IGNACZAK	NILVANGE	M. Pierre MELLET
BOUSSE	M. André MYOTTE-DUQUET	NILVANGE	M. René RIFF
BOUSSE	M. Hervé JERZYK	OTTANGE	M. Denis STOCHMEL
BUDING	M. Gérard JUNGLING	OTTANGE	M. Pierre BAREL
CONTZ-LES-BAINS	M. Jean-Marie PONCIN	RETTEL	M. Alain FILET
DISTROFF	M. Yves ASCHBACHER	ROSSELANGE	M. André SCHOENECKER
ELZANGE	M. Jean-Claude SCHARFF	ROSSELANGE	M. Jean Paul WEILER
FAMECK	M. Michel LIEBGOTT	RUSTROFF	M. François LICHT
FLORANGE	M. Alain PHILIPPS	SEREMANGE-ERZANGE	M. Julien ANSOUL
FLORANGE	M. Alain SZKLARCZYK	SEREMANGE-ERZANGE	M. Robert CEGLA
FLORANGE	M. Roméo PASQUALETTO	TERVILLE	M. Alfred MESCOLINI
FONTOY	M. Antoine SCHEIBLING	TERVILLE	M. Armand MULLER
GUENANGE	M. François ALBANE	TERVILLE	M. Gilles BRETON
GUENANGE	M. Jean-Marie AUBRON	THIONVILLE	M. Dominique MELI
HALSTROFF	M. Edmond RIPPLINGER	THIONVILLE	M. Gérard KIFFER
HAUTE-KONTZ	M. Daniel CHRISTNACKER	THIONVILLE	M. Henri FERRETTI
HAVANGE	M. Gilbert LOCATELLI	THIONVILLE	M. Jacques MANGIN
HAYANGE	M. Georges MUSCHIATI	THIONVILLE	M. Jean FRANCHINI
HOMBOURG-BUDANGE	M. Michel BLANCHET	THIONVILLE	M. Laurent WEISSE
ILLANGE	M. Patrick SAAM	THIONVILLE	M. Jean-Marie DEMANGE
ILLANGE	M. Sylvain OBIS	THIONVILLE	M. Michel MADRON
KEDANGE-SUR-CANNER	M. Julien CASSE	THIONVILLE	M. Raymond TRESSE
KIRSCH-LES-SIERCK	M. Roland KOHN	THIONVILLE	M. Rémy THIEL
KIRSCHNAUMEN	M. Gérard GEORGES	TRESSANGE	M. Jean-Paul WEBER
KLANG	M. Jean HENNEQUIN	TRESSANGE	M. Roland LANE
KNUTANGE	M. Fabrice CERBAI	VALMESTROFF	M. Paul THILL
KNUTANGE	M. Jean Marc NICLODI	VECKRING	M. Henri CRIDLIG
KOENIGSMACKER	M. René SPET	WALDWISSE	M. Jean Michel DORBACH
KUNTZIG	M. Alfred FOSCHIA	YUTZ	M. Alain CHIANTELLO
LAUNSTROFF	M. Remy SEIVERT	YUTZ	M. Albert LIEBNAU
LOMMERANGE	M. Jean URBANSKI	YUTZ	M. Jacques MARCHAL
MALLING	M. Jean Charles DUZELLIER	YUTZ	M. Patrick WEITEN
MANDEREN	M. Michel KICHENBRAND		
MANOM	M. Bernard PISULA		
MANOM	M. Dominique MANGIN		

Délégués suppléants :

ANGEVILLERS	M. Erick HENRY	LUTTANGE	M. Raymond HANS
FONTOY	M. Daniel LAZZAROTTO	MOYEUUVRE-GRANDE	M. Benedetto AUDIA
HAYANGE	M. Charles SCHWEICKERT	RITZING	M. René WAGNER
HUNTING	M. Michel SCHERRER	ROCHONVILLERS	M. Gérard ZENDER
INGLANG	M. André SLOBODA		

Ont reçu procuration : M Jean-Marie AUBRON de M Eric BALLAND, M Henri FERRETTI de M Pierre LAUMESFELD, M Georges MUSCHIATI de M Yves LAMBERT, M René RIFF de M Mario MORENA, M Charles SCHWEICKERT de M Luc CORRADI.

Sont excusés : MM Eric BALLAND, Claude BOGUET, Alain CAILLOUX, Luc CORRADI, Jean-Claude FELICI, Edmond KIFFER, Yves LAMBERT, Pierre LAUMESFELD, Jean LEDRANS, Mario MORENA, Jean PFISTER, Norbert PRIESTER, Angel SANTARONI, Sylvain SCHWEISSBERGER

Assistaient en outre : M Philippe ROUSTAN et Mme Bernadette VIEUSANGE.

Les délégués présents ont signé au registre des délibérations.

Les délibérations concernant les points examinés lors de cette séance ont été publiées le 12 décembre 1995, les autres conditions éventuellement nécessaires au caractère exécutoire de ces actes étant conformes aux dispositions législatives en vigueur (Loi Municipale Locale du 6 juin 1895 et Lois des 2 mars et 22 juillet 1982).

En l'absence de M. Jean-Pierre HEITZ, Président sortant, la séance a été ouverte sous la présidence de M. François LICHT, doyen d'âge, qui après appel nominal, a donné lecture des résultats de l'élection par les Conseils Municipaux de ALGRANGE, ANGEVILLERS, APACH, AUDUN-LE-TICHE, AUMETZ, BERTRANGE, BETTELAINVILLE, BOULANGE, BOUSSE, BUDING, BUDLING, CONTZ-LES-BAINS, DISTROFF, ELZANGE, FAMECK, FLASTROFF, FLORANGE, FONTOY, GRINDORFF, GUENANGE, HALSTROFF, HAUTE-KONTZ, HAVANGE, HAYANGE, HOMBOURG-BUDANGE, HUNTING, ILLANGE, INGLANGE, KEDANGE-SUR-CANNER, KEMPLICH, KIRSCH-LES-SIERCK, KIRSCHNAUMEN, KLANG, KNUTANGE, KOENIGSMACKER, KUNTZIG, LAUMESFELD, LAUNSTROFF, LOMMERANGE, LUTTANGE, MALLING, MANDEREN, MANOM, MERSCHWEILLER, METZERESCHE, METZERVISSE, MONNEREN, MONTENACH, MOYEUVE-GRANDE, NEUFCHÉF, NILVANGE, OTTANGE, OUDRENNE, RANGUEVAUX, REMELING, RETTEL, RITZING, ROCHONVILLERS, ROSSELMANGE, RUSSANGE, RUSTROFF, SEREMANGE-ERZANGE, SIERCK-LES-BAINS, TERVILLE, THIONVILLE, TRESSANGE, VALMESTROFF, VECKRING, VITRY-SUR-ORNE, WALDWEISTROFF, WALDWISSE et YUTZ, de leurs délégués au Comité du Syndicat Intercommunal de Suivi de la Concession de Distribution Publique d'Electricité du Pays des Trois Frontières et a déclaré installer, en qualité de délégués titulaires :

Messieurs : Frédéric NOAL, Patrick PERON, Théodore WAGNER, Sylvain SCHWEISSBERGER, Robert BOUZENDORFFER, Alain SILVESTRI, Lucien SCHAEFER, Patrick MANGENOT, Bruno DALFOVO, Daniel TORNABONI, Joseph MICK, Maurice SABATIER, Gérard IGNACZAK, André MYOTTE-DUQUET, Hervé JERZYK, Gérard JUNGLING, Jean Gérard GUIRKINGER, Jean-Marie PONCIN, Yves ASCHBACHER, Jean-Claude SCHARFF, Albert LEGLOIS, Gérald SONI, Michel LIEBGOTT, Vito LARICCHIUTA, Roland MANSION, Alain PHILIPPS, Alain SZKLARCZYK, Robert CHINI, Roméo PASQUALETTO, Antoine SCHEIBLING, Claude BOGUET, Pierre LAUMESFELD, Eric BALLAND, François ALBANE, Jean-Marie AUBRON, Edmond RIPPLINGER, Daniel CHRISTNACKER, Gilbert LOCATELLI, Georges MUSCHIATI, Jean PFISTER, Jean Pierre MASSERET, Joseph MONTEREAU, Raymond GATTI, Michel BLANCHET, Raymond GEORGE, Patrick SAAM, Sylvain OBIS, Norbert PRIESTER, Julien CASSE, Alain CAILLOUX, Roland KOHN, Gérard GEORGES, Jean HENNEQUIN, Fabrice CERBAL, Jean Marc NICOLODI, René SPET, Alfred FOSCHIA, René VION, Rémy SEIVERT, Jean URBANSKI, Henri VILHOR, Jean Charles DUZELLIER, Michel KICHENBRAND, Bernard PISULA, Dominique MANGIN, René BREIT, Claude RIGAUD, Jean PUISSEGUR, Marcel MANSION, Roger DEWEZ, Angel SANTARONI, Daniel MARCHAL, Gérard ADAM, Christian DUPIRE, Gilbert PETER, Mario MORENA, Pierre MELLET, René RIFF, Denis STOCHMEL, Pierre BAREL, Albert KINTZINGER, René LEINENVEBER, Patrick JONCKHEERE, Alain FILET, Edmond KIFFER, Jean LEDRANS, André SCHOENECKER, Jean Paul WEILER, Jean-Claude FELICI, François LICHT, Julien ANSOUL, Robert CEGLA, Jean-Jacques BETTEMBOURG, Alfred MESCOLINI, Armand MULLER, Gilles BRETON, Dominique MELI, Gérard KIFFER, Henri FERRETTI, Jacques MANGIN, Jean FRANCHINI, Laurent WEISSE, le Dr. Jean-Marie DEMANGE, Michel MADRON, Raymond TRESSE, Rémy THIEL, Jean-Paul WEBER, Roland LANE, Paul THILL, Henri CRIDLIG, Luc CORRADI, Yves LAMBERT, Marcel FISNE, Jean Michel DORBACH, Alain CHIANTELLO, Albert LIEBNAU, Jacques MARCHAL, Patrick WEITEN

en qualité de délégués suppléants, Mesdames et Messieurs : Gilbert SCHMITT, Pierre PERIARD, Roland NOMINE, Erick HENRY, Gérard ROLLINGER, Bernard GALLINA, Gilles BLASI - TOCCACCELLI, Patrice FERRARI, Eric NERI, Jean ERCOLANI, Gérard HAAG, Edwige FISSEUX, Pierre RICCI, Armand CHARON, Roland PRETTO, Albert HILLARD, Gérard SCHNEIDER, Joseph HAMMES, Yvon LECAMP, Walter MARINELLI, André ADAM, Angélo LO VERME, Claude CORVISIER, Gérard HOULL, Patrick SCHILTZ, Dominique MOISSETTE, Jean-Claude ECK, Philippe TARILLON, Pierre CONTI, Daniel LAZZAROTTO, Fabien MOSCA, Gérard MATHIS, Daniel SIEGWARTH, Gérard AUBURTIN, Michel LEUBE, Christian SOMMEN, CORNIBE, Philippe GEOFFROY, Alain DUPE, Charles SCHWEICKERT, Jean-François RIZZOTTO, Jean-Marie MERCIER, René BORELLA, Claude HUTTIN, Michel SCHERRER, Pascal CHARON, Raymond KREMER, André SLOBODA, André HEMMER, Patrick BERVEILLER, Jacques SAVARY, Jeannot GROSSE, Jacques MICHON, Gilbert PIERRON, Jean Louis BORELLA, Robert WEBER, Edmond HEIT, Joseph BEITZ, André FELTEN, Jean-Claude RODICQ, Raymond HANS, Jean-Michel AUBERTIN, Robert BERGER, Daniel MOSSLER, Gilles BALZAN, Paul BREIT, Didier MAI-NHU, Edgar PERIN, Remy GERARD, Christian THEOBALD, Benedetto AUDIA, Franck ROVIERO, René SCHMITT, Jean Claude MAIER, Raymond STEINHAUER, Alain MENNEL, Claude DE BONI, Jorice KULINICZ, Gilbert DAHL, Jean Claude WAJDZIK, Roland MANNEBACH, Marcel HELD, Paul BETTENFELD,

Gilbert WAX, René WAGNER, Gérard ZENDER, Dominique ROVIERO, Michèle HENNEQUIN, Gaëtan CANALE, Xavier HASSLER, Antoine PASTORE, Henri TEULIERES, Bernard DICOP, François JACQUART, José DOS SANTOS, Raymond GUYOT, Michel BOURGEOIS, Ferdinand PALTZER, Grégory KOTOY, Joseph TERVER, le Dr. Gilles EDELSON, le Dr. Jackie HELFGOTT, Pierre NAVACCHI, Thierry DETZ, Christine ZANONI, Monique BERRITTELLA, Albert BROSSARD, Raymond FANCHINI, André ROLLAN, Yves BORNEQUE, Achille ROBERT, Joëlle AST, Charles REIN, Vincent PONTICELLI, Christian MERTZ, Jean-Claude SCHAEGIS, Joseph HENGEN, Nicolas KOEHLER, dans leurs fonctions de Membres du Comité Syndical.

ELECTION DU PRESIDENT

1er TOUR DE SCRUTIN

Le Doyen d'âge, après avoir donné lecture des articles L 163-12 L 122-4 et L 122-9 du code des communes, a invité le comité à procéder, au scrutin secret et à la majorité absolue des suffrages, à l'élection du Président.

Chaque membre du Comité, à l'appel de son nom, a déposé dans l'urne son bulletin de vote écrit sur papier blanc.

Le dépouillement du vote a donné les résultats ci-après :

Nombre de bulletins trouvés dans l'urne			95
A déduire : bulletins blancs ou nuls			1
Reste, pour le nombre de suffrages exprimés			94
Majorité absolue			48
Ont obtenu :	voix		
Me Henri FERRETTI	42		
M François ALBANE	52		

M. François ALBANE ayant obtenu la majorité absolue, a été proclamé Président.

Après avoir remercié ses électeurs ainsi que M. LICHT, doyen d'âge, M. François ALBANE, Président, fait savoir qu'il va être procédé maintenant à l'élection du Bureau du Syndicat.

ELECTION DU 1er VICE-PRESIDENT

1er TOUR DE SCRUTIN

Le Président, après avoir donné lecture des articles L 163-12 L 122-4 et L 122-9 du code des communes, a invité le comité à procéder, au scrutin secret et à la majorité absolue des suffrages, à l'élection du 1er Vice-Président.

Chaque membre du Comité, à l'appel de son nom, a déposé dans l'urne son bulletin de vote écrit sur papier blanc.

Le dépouillement du vote a donné les résultats ci-après :

Nombre de bulletins trouvs dans l'urne			95
A dduire : bulletins blancs ou nuls			13
Reste, pour le nombre de suffrages exprims			82
Majorit absolue			42
Ont obtenu :	voix		
M. Dominique MELI	52		
M Grard KIFFER	30		

M. Dominique MELI ayant obtenu la majorité absolue, a été proclamé 1er Vice-Président.

ELECTION DU 2e VICE-PRESIDENT

Il a été procédé ensuite, dans les mêmes formes, à l'élection du 2e Vice-président.

1er TOUR DE SCRUTIN

Le dépouillement du vote a donné les résultats ci-après :

Nombre de bulletins trouvés dans l'urne			94
A déduire : bulletins blancs ou nuls			4
Reste, pour le nombre de suffrages exprimés			90
Majorité absolue			46
Ont obtenu :	voix		
M Julien ANSOUL	36		
M Patrick WEITEN	35		
M Georges MUSCHIATI	19		

Aucun candidat n'ayant obtenu la majorité absolue des suffrages, il est procédé à un 2e tour de scrutin.

2e TOUR DE SCRUTIN

M. Georges MUSCHIATI ayant retiré sa candidature, le deuxième tour de scrutin a donné les résultats suivants :

Nombre de bulletins trouvés dans l'urne			94
A déduire : bulletins blancs ou nuls			4
Reste, pour le nombre de suffrages exprimés			90
Majorité absolue			46
Ont obtenu :	voix		
M Julien ANSOUL	50		
M Patrick WEITEN	40		

M. Julien ANSOUL ayant obtenu la majorité absolue, a été proclamé 2e Vice-président.

ELECTION DES ASSESSEURS

Il a été procédé ensuite, dans les mêmes formes, à l'élection des Assesseurs.

Seuls huit assesseurs ayant fait acte de candidature aux huit postes ouverts, ils ont été élus à l'unanimité dans l'ordre suivant :

1er Assesseur : Me Henri FERRETTI, délégué de Thionville

2e Assesseur : M Alain PHILIPPS, délégué de Florange

3e Assesseur : M Daniel CHRISTNACKER, délégué de Haute-Kontz

4e Assesseur : M Georges MUSCHIATI, délégué de Hayange

5e Assesseur : M Rémy THIEL, délégué de Thionville

6e Assesseur : M Gérard ADAM, délégué de Moyeuvre

7e Assesseur : M Alain CHIANTELLO, délégué de Yutz

8e Assesseur : M Patrick PERON, délégué d'Algrange

Mr le Président remercie les membres présents et lève la séance à 22 H 00.

THIONVILLE, le 22 décembre 1995 Fait et délibéré en séance.

Le Président : François ALBANE